



L'Internationaliste

“Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !”



N° 156 - Septembre 2015 - 2 euros



Paris le 5 septembre 2015 : plus de 10 000 personnes se sont réunies Place de la République en soutien aux réfugiés syriens

OUVREZ LES FRONTIÈRES !

Groupe Socialiste Internationaliste

Section sympathisante de l'Unité Internationale des Travailleurs - 4^{ème} Internationale (UIT-QI)

Vive l'unité internationale des travailleurs !

L'impérialisme, Al Assad, Daesh, la Turquie, l'Iran, tout comme les monarchies du Golfe, au delà de leurs désaccords et de la défense de leurs intérêts propres, ont compris, mieux que quiconque, que le processus ouvert par la révolution syrienne pouvait les mener à leur perte.

Voilà pourquoi, pour tous ces gens, la révolution qui a commencé en Tunisie, et qui s'est propagée dans tout le Proche et le Moyen-Orient, doit être écrasée à tout prix, ce qui implique l'écrasement du peuple syrien et kurde.

Mais, la crise sociale et politique qui touche la Turquie, le Liban, tout comme les mobilisations en Tunisie, démontrent que le processus révolutionnaire est loin d'être clos et qu'il a atteint un nouveau degré d'intensité.

L'émigration massive du peuple syrien dans des conditions d'un autre siècle, filmée par les télévisions du monde entier, sont le révélateur de la barbarie du capitalisme et de ce qu'il peut produire. Aylan Kurdi, 3 ans, mort sur une plage après un voyage épuisant, inhumain, en est la triste preuve.

Mais cet exode remet aussi au centre la nécessité de lutter pour l'ouverture des frontières, pour la libre circulation de tous les travailleurs, contre le racisme et les lois racistes. Il remet au centre la nécessité de lutter pour l'abrogation des accords de Schengen.

Dans ce contexte, la campagne unitaire internationale contre l'écrasement de la révolution syrienne prend tout son sens. En effet, nous sommes les seuls à appuyer concrètement les révolutionnaires syriens, ce qui implique la lutte contre la politique criminelle des puissances impérialistes, qui aujourd'hui ont choisi de tolérer le régime dictatorial d'Al Assad contre Daesh.

Le Groupe Socialiste Internationaliste, désormais section sympathisante de l'Unité Internationale des Travailleurs, a compris très tôt l'importance de se positionner très clairement aux côtés des révolutionnaires syriens, contre Daesh et l'Impérialisme.

En effet, avancer vers la reconstruction de la quatrième internationale ne peut se faire d'un point de vue national, de façon abstraite et sectaire.

Malheureusement, certains camarades du GSI, ont préféré rompre avec notre tradition internationaliste pour développer une politique de type lambertiste dans les syndicats. Arguant oralement que la bureaucratie était trop forte et que l'UIT n'était pas la bonne internationale, ils ont refusé de défendre leurs positions par écrit, préférant l'intrigue et la calomnie allant même jusqu'à faire un travail fractionnel de destruction de notre petite

Extrait de la lettre du GSI sur le document international de l'UIT pour son congrès mondial de 2014

« Chers Camarades,

Tout d'abord nous tenons à affirmer que la discussion de votre document mondial a été très positive et a engendré une discussion interne très riche sur les questions de méthode, de tactique et de stratégie.

Nous avons plusieurs accords avec le document, en particulier sur :

- le caractère structurel et profond de la crise économique qui continue à s'aggraver avec une destruction massive et violente des forces productives ; ce qui pose clairement l'alternative « socialisme ou barbarie » ;

- le fait qu'il existe la volonté de faire payer la crise et la dette aux travailleurs ; en conséquence de cela, avec un rythme inégal et combiné, les masses du monde, résistent, se révoltent, produisant l'usure de tous les gouvernements, qui appliquent les politiques du FMI, de la Banque Mondiale, etc.

- la polarisation et la radicalisation de la lutte des classes avec l'apparition de nouveaux militants en opposition aux bureaucraties syndicales ;

- la nécessité de reconstruire sans sectarisme une direction internationale et la IVe Internationale comme un outil au service des masses et de leurs revendications pour une issue socialiste à la crise (ce qui implique d'avoir des tactiques transitoires de construction) ;

- la nécessité de défendre la démocratie ouvrière dans les syndicats et les luttes, ce qui implique de défendre l'indépendance de classe ;

- la nécessité de défendre le non paiement de la dette comme mot d'ordre de propagande – et aujourd'hui d'agitation et de mobilisation – non seulement en Amérique Latine mais aussi en Europe (étant donné que c'est au nom du paiement de la dette que les politiques d'austérité contre les travailleurs sont menées)

En ce qui concerne la situation internationale, il nous paraît essentiel de rappeler que :

- nous partageons les caractérisations et la politique à propos de l'Ukraine et de la Crimée

- nous soutenons la résistance du peuple

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 APIDO – BP 66 – 94311 ORLY CEDEX FRANCE
(adresse pour toute correspondance) – Courrier électronique (E-mail) : contact@gsi-qi.org - Site Web : <http://www.gsi-qi.org/>
Clôture rédactionnelle le 30 août 2015 - Directeur de la publication : J.-L. DAVIER – Infographie : JULINHO.
Dépôt légal à la parution – ISSN n°2268-0705

Imprimé par COREP - 89 rue de Tolbiac 75013 Paris - France

organisation.

Pour sa part, la majorité du groupe a préféré s'ouvrir et s'internationaliser en rejoignant l'UIT, consciente qu'isolée internationalement, nous étions en train de dégénérer. C'est donc après 3 ans de discussions, d'échanges, de voyages et de campagnes communes (contre le chavisme au Venezuela, pour la révolution syrienne, pour la défense de l'unité du FIT en Argentine) que nous avons sauté le pas !

Conscients que la période qui vient sera plus que jamais marquée par des guerres et des révolutions, nous avons fait le choix de l'internationalisme prolétarien !

palestinien contre l'État sioniste d'Israël

- nous affirmons que le processus révolutionnaire au Moyen-Orient n'est pas clos ; au contraire, la résistance des peuples palestinien et kurde, comme la résistance des travailleurs d'Egypte et de Tunisie, ou celle des travailleurs iraniens, montrent qu'il y a un processus contradictoire, bien que dynamique, marqué par des reculs et des avancées de la révolution ;

- la nécessité de lutter contre le castro-chavisme et ses partisans, et au-delà, contre les fausses alternatives néo-

réformistes.

Il nous paraît aussi essentiel d'avancer la rupture avec l'Union Européenne capitaliste (pour nous il est essentiel de dénoncer tous les traités capitalistes depuis la fondation de l'UE) et de défendre la perspective d'une Europe par et pour les travailleurs, les Etats-Unis Socialistes d'Europe. Cela implique la défense des droits démocratiques des travailleurs et de la laïcité. »

Le GSI, Paris le 08 juillet 2015

Revue de Presse Sociale

« La lutte de classe est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu » K. Marx

Par Mathieu

La situation sociale de l'été 2015 a été fortement marquée par l'aggravation de la situation politique et économique mondiale : crise en Chine, crise en Grèce et en Europe, crise au Moyen-Orient, crise en Amérique Latine etc. Par tous les bouts, la crise structurelle du capitalisme rebondit et ses conséquences touchent de plus en plus durement et durablement les travailleurs et les jeunes. Même sans alternative politique, les travailleurs se mobilisent contre la barbarie capitaliste. Les mobilisations en cours au Liban et en Irak en sont la preuve. Ces mobilisations montrent également que les processus révolutionnaires dans cette région du monde sont loin d'être clos.

International

Au Liban, depuis le début du mois d'août une mobilisation croissante de la population est train de voir le jour. Le point de départ du mécontentement a été la fermeture de la principale décharge publique de la région de Beyrouth, arrivée à saturation. La capitale libanaise croule désormais sous les ordures. Au-delà de l'aspect sanitaire de la question, cette crise

met en lumière la corruption généralisée du pouvoir. Le 22 août des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues pour exiger la démission du gouvernement et la fin du régime confessionnel qui divise le pays en communautés. Le 29 août la mobilisation a été encore plus massive et des manifestations ont également eu lieu dans les autres villes du pays. Il y a eu plus de 50 000 manifestants à Beyrouth.

En Irak, depuis la fin du mois de juillet, des manifestations de plus en plus massive ont lieu principalement à Bagdad ainsi que dans les villes du centre et du sud du pays. Les manifestants dénoncent la corruption des partis au pouvoir soutenus par les pays impérialistes, réclament des services publics et exigent des droits démocratiques. Dans les manifestations on pouvait voir des pancartes condamnant le sectarisme, le confessionnalisme et rejetant dos-à-dos le parlement et Daech, « les deux faces d'une même pièce ». Le 28 août, il y a eu plusieurs centaines de milliers de personnes dans les rues d'après des organisations irakiennes.

Europe

En Europe, la situation est marquée par l'aggravation de la crise économique et l'austérité sans fin à laquelle sont soumis les peuples du continent. Mais les travailleurs continuent de résister. La contradiction entre la l'approfondissement de la crise économique et la montée de la lutte des classes a pour conséquence de plonger l'Union Européenne dans un crise sans fin.

Dans plusieurs pays d'Europe (Portugal, Espagne, Grèce, Royaume-Uni, France), des échéances électorales se profilent. Alors que les partis politiques institutionnels sont usés, les bureaucraties syndicales essaient de contenir la poussée des masses et se posent en dernier rempart pour sauver l'UE et l'Euro comme en atteste les dernières déclarations la Confédération Européenne des Syndicats. Malgré cela, la pression est très forte à la base et de nombreuses mobilisations ont lieu, même en cette période estivale.

En Angleterre, les agents du métro de Londres ont massivement débrayé le 6 août, à l'appel de trois syndicats, pour s'opposer à la mise en place d'un service

France

nocturne à compter du mois de septembre. Cette grève doit être suivie d'autres mobilisations. Quelques semaines auparavant un arrêt de travail avait déjà paralysé le métro. Il s'agit d'une des grèves les plus importantes de l'histoire des transports de la capitale britannique.

Les agents de la National Gallery ont eux aussi cessé le travail pour s'opposer au projet de privatisation de leur musée voulue par le gouvernement Cameron. Dans le contexte de la sévère austérité à laquelle sont soumis les travailleurs anglais, la culture est particulièrement touchée.

Au Portugal, plusieurs grèves ont marqué le mois d'août : les bagagistes des aéroports ont cessé le travail les 29 et 30 août contre la précarité et la flexibilité des horaires. Il y a eu 90 % de grévistes à Lisbonne et 70 % à Porto ; les infirmiers des différentes régions du pays ont cessé le travail plusieurs jours pour exiger des augmentations de salaire – ces revendications s'opposent directement à la politique d'austérité mise en place par le gouvernement en accord avec la Troïka – ; dans le secteur de la logistique, les travailleurs de l'entreprise de grande distribution Continentale ont cessé le travail pour exiger des augmentations, leurs salaires étant gelé depuis 7 ans.

L'autre question qui touche l'ensemble de l'Europe est la question des migrants en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient qui veulent entrer en Europe. Ce sont la politique raciste mise en place par les gouvernements de l'Europe et l'intervention des pays impérialistes dans les conflits en Afrique et au Moyen-Orient qui sont responsables de cette situation dramatique.

L'onde de choc provoquée par la mort de 71 migrants – dont plusieurs enfants – retrouvés dans un camion abandonné en Autriche a été particulièrement forte dans ce pays et en Allemagne. 20 000 personnes ont manifesté à Vienne le 31 août, pour dénoncer l'Europe forteresse. Des pancartes exigeaient la liberté de circulation et le respect des droits des réfugiés. En Allemagne, suite à l'attaque par des militants d'extrême-droite du centre de réfugiés de la ville d'Heidenau, près de Dresde, les manifestations contre le racisme se sont multipliées, notamment à Dresde à Berlin, à Goslar. Dans ce pays, c'est la politique d'Angela Merkel qui est contestée dans la rue.

En France, plusieurs mouvements de grève ont eu lieu dans un contexte où le gouvernement extrêmement affaibli redouble de violence contre les travailleurs et les jeunes. Il doit sa survie notamment à la passivité consciente des directions confédérales des organisations syndicales qui font tout pour empêcher la classe ouvrière de prendre son destin en main et de mettre en coup d'arrêt la politique du gouvernement.

Dans les transports, des arrêts de travail ont eu lieu dans les TER d'Aquitaine et de Provence Alpes Côte d'Azur à la fin du mois d'août. Les transports en commun de plusieurs villes du pays ont été ou vont être touchés par des débrayages : Dijon, Carcassonne, Pau. Ce sont les salaires, la privatisation, les conditions de travail qui sont en cause. Les chauffeurs de bus de La



Rochelle seront en grève le 3 septembre.

Dans l'éducation, l'opposition à la contre-réforme des collèges de la ministre N. Vallaud-Belkacem est très forte parmi les enseignants. Mais pour le moment les directions syndicales ne semblent pas décidées à mener la bataille contre le gouvernement. Pour la rentrée des arrêts de travail ont tout de même eu lieu dans plusieurs établissements. Par exemple, la CGT Educ'action du Lycée d'enseignement professionnel du Verger à Chatellerauld a déposé un préavis de grève du 1 au 15 septembre pour protester contre la suppression d'un demi-poste de chef de travaux. Lors d'une réunion syndicale à laquelle ont participé les 26 professeurs de l'établissement, 23 ont dit « oui » à l'appel à la grève. Les enseignants du collège Jean-Rostand de Neuville-de-Poitou, ont, eux aussi fait grève le mardi 1er septembre pour le jour de la rentrée scolaire. Ils dénoncent les classes surchargées et le manque de moyens en matière d'encadrement,

notamment pour les surveillants et infirmière. Les écoles de Montpellier ont été touchées par une grève le 1er septembre. Le mécontentement est fort à la base et les directions syndicales sont contraintes d'annoncer des appels à la grève pour cet automne.

Parmi les autres conflits qui se sont déroulés en août signalons qu'à Marseille, les employés d'ONET, chargés du nettoyage du grand magasin Primark au centre commercial Grand littoral, ont cessé le travail, le vendredi 14 août à l'annonce de la mise à pied et de la menace de licenciement d'un agent de maîtrise. La grève s'est ensuite étendue. Rapidement, de très nombreux employés d'ONET dans d'autres entreprises se sont mis à leur tour en grève. Le personnel de l'hôpital Nord ne nettoie plus que le bloc opératoire ; celui de la Caisse de retraite de la SNCF, celui du tribunal, celui du Crédit Lyonnais et de Marseille Habitat, sont en grève. Les grévistes exigent l'abandon des salariés menacés de licenciement pour fait de grève.

À Rouen, une partie des dockers du port s'est mise en grève depuis le samedi 22 août 2015. Ils dénoncent leurs conditions de travail et bloquent les silos à céréales de Sénéalia.

À Lyon, les agents municipaux chargé de dresser les Procès-Verbaux de stationnement seront en grève la première semaine de septembre. Ils exigent des hausses de leurs indemnités et de meilleurs temps de pause.

Dans le secteur de la santé, les urgentistes de l'hôpital de Dreux ont fait grève du 23 juillet au 30 août. Dans ce secteur, le rejet de la loi Touraine qui prévoit le démantèlement de la santé publique est massif. Ainsi plusieurs grèves sont déjà prévues pour dénoncer la politique de la ministre : dans les hôpitaux à compter du 3 octobre et le 5 octobre pour les généralistes.

Dans la santé, les grèves concernent également le privé, ainsi les personnels de la polyclinique d'Auch, dans le Gers, ont entamé un mouvement reconductible à compter du 1er septembre pour dénoncer leurs conditions de travail, le manque de personnel, et pour exiger des hausses de salaires et un 13e mois.

Pour Mandon, la solution c'est plus de privatisation !

Par Loïc



Manifestation étudiante à Santiago du Chili en août 2015

La Ministre de l'Éducation et son Secrétaire d'État marchent sur des œufs : ils doivent appliquer l'austérité à l'université, c'est-à-dire faire payer la dette publique aux étudiants et aux personnels, sans pour autant provoquer d'explosion dans les facs.

En 10 ans, les frais d'inscription ont connu une hausse de 33 % : on est passé de 150 euros pour une année de licence, à 184 euros aujourd'hui. Deux rapports publiés cette année préconisaient d'aller encore plus loin, en augmentant brutalement ces frais (entre 1 000 et 12 000 euros, voir L'Internationaliste n°155). Face au tollé que ces rapports ont provoqué, et au risque d'un mouvement étudiant d'ampleur, Najat Vallaud-Belkacem a dû décider, à contre-cœur, d'un gel de la hausse des frais d'inscription pour cette année. Autrement dit, les frais sont les mêmes en 2014-2015 et 2015-2016. Doit-on, pour autant, s'en réjouir ?

Premièrement, ce gel témoigne d'une peur du gouvernement que les facs se mettent en grève contre ce processus de privatisation, à l'image des luttes qu'il y a eu l'année écoulée à St Denis, Lyon II, Toulouse etc.

Deuxièmement, la nécessité pour les capitalistes de privatiser l'université et de générer du profit avec notre éducation n'a

pas disparu pour autant. Où trouver les 1,6 milliards d'euros dont nos facs vont être amputées d'ici 2017, si ce n'est dans la hausse brutale des frais d'inscription ? Tôt ou tard, le problème resurgira.

Le gouvernement poursuit ainsi son entreprise de démolition de l'enseignement public : Thierry Mandon, le Secrétaire d'État à l'enseignement supérieur, annonçait au micro de BFM Business, le 28 août, que « le modèle économique des universités est à bout de souffle ». Quel est ce modèle ? Celui d'un financement public. Et effectivement, à cause des coupes budgétaires drastiques opérées par les gouvernements successifs, de nombreuses facs sont déjà dans le rouge, ou en faillite.



Manifestation étudiante à Sydney en Australie en mai 2014

La solution, selon lui, c'est d'accentuer la privatisation : dans cette même interview, il ajoute que l'université doit être au service des entreprises. En vendant des prestations aux patrons, elles vont pouvoir générer plus de recettes : « C'est un sujet dont je parle avec le MEDEF, avec M. Gattaz : il faut que le marché de la formation professionnelle s'ouvre un peu aux universités, qui ont des locaux pour accueillir des salariés, des professeurs pour leur donner des enseignements, et même la capacité de diplômer les salariés. » En un mot, le rapprochement entre l'université et l'entreprise est « salubre »⁽¹⁾.

Quel culot tout de même, de dire qu'il y a de la place pour les intérêts privés, quand on sait que 10 à 15 000 bacheliers de cette année n'ont pas encore pu, faute de place, s'inscrire dans l'enseignement supérieur !

Facs fermées aux intérêts privés ! Facs ouvertes aux enfants d'ouvriers ! Voilà ce qu'il faut répondre à la politique du ministère ! C'est pour mener à bien ce combat que le GSI impulse le Comité de mobilisation contre la privatisation. Rejoignez-nous dans notre campagne permanente contre le démantèlement de l'éducation publique !

(1) Discours de Mandon à l'Université d'été Enseignants-Entreprises, 25 août 2015

Jeunesse

Syrie : Les étudiants n'oublient pas Ghouta

Par Loïc

Depuis plusieurs mois, nous impulsions un comité de soutien à la révolution syrienne. Nous avons fait connaître sur les facs l'appel à la réunion internationale d'Istanbul de juillet, qui a rencontré un bon écho chez les étudiants. Cette réunion internationale a réaffirmé qu'il y avait bien un processus révolutionnaire en cours dans le pays, et qu'il était de notre devoir de soutenir les syriens contre Bachar Al-Assad, l'État Islamique et toute intervention impérialiste. Plusieurs intellectuels, activistes, partis politiques, organisations internationales sont ainsi signataires de la campagne « Rompons le blocus contre la révolution syrienne ».

Les signataires de cette campagne ont participé aux rassemblements qui ont eu lieu dans de nombreuses villes d'Amérique du Nord, du Sud, d'Europe, et du Proche-Orient afin de commémorer les deux ans du massacre de Ghouta. En effet, le 21 août 2013, dans cette zone en périphérie de Damas, plus de 1400 personnes sont mortes de suffocation en quelques secondes, à cause de l'utilisation d'armes chimiques.

à Paris, le 22 août 2015, plus de 200 personnes étaient présentes au rassemblement sur la Place des droits de l'homme. Nous avons pu y faire connaître la déclaration d'Istanbul et nouer ainsi

contact avec d'autres militants et organisations.

Pour nous, cette campagne est d'une importance capitale, ne serait-ce qu'à cause du sort réservé aux réfugiés syriens, qui meurent en tentant de traverser la mer méditerranée, ou qui se font tirer dessus aux portes de l'Union Européenne, montrant ainsi toute la complicité de la France dans l'étranglement de la révolution syrienne.

Retrouvez les derniers signataires, infos et rendez-vous sur la page Facebook « Rompons le blocus contre la révolution syrienne » Rejoignez-nous !

Une rentrée sous le signe de la mobilisation

Par Griselda

L'impopularité des contre-réformes augmente

Le mardi 25 août, Najat Vallaud-Balkacem, ministre de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche a réaffirmé les axes de la politique du gouvernement pour l'année 2015-2016 : réforme des programmes de la maternelle, enseignement moral et civique, élargissement des réseaux d'éducation prioritaire, évaluation nationale pour les élèves de CE2, parcours d'orientation ou encore modification du calendrier scolaire...

Najat Vallaud-Balkacem a rappelé à plusieurs reprises lors de la conférence de

presse, qu'elle continuerait d'appliquer le cahier des charges dressé par Vincent Peillon dans la loi d'orientation¹.

La contre-réforme des rythmes scolaires, généralisée à toutes les écoles depuis un an, dresse un premier bilan de l'autonomie des écoles : manque de financement dans de nombreuses communes, augmentation des frais pour les activités périscolaires, nivellement par le bas des contenus pédagogiques...

Les maires mettent déjà en garde le gouvernement qu'un « nombre croissant de communes se trouve très fragilisé et susceptible de devoir malheureusement

cesser la gratuité ou de prévoir une augmentation des tarifs des nouvelles activités périscolaires, voire d'autres services publics à la population. » Cela a entraîné une dégradation des conditions de travail sans précédent pour les enseignants et les élèves, mais on peut prévoir un renforcement des inégalités scolaires et sociales, contrairement aux annonces du gouvernement.

La mise en place des nouveaux réseaux REP ou REP + a eu pour conséquence la liquidation de la grande majorité des dispositifs qui existaient pour aider les élèves en difficulté dans les quartiers populaires ou dans certaines zones rurales. 1081 réseaux seront classés à la rentrée, au lieu des 5 238 établissements qui



réforme. Dans ce contexte, un véritable bras de fer a commencé le 19 mai avec les enseignants et se poursuivra dès la rentrée prochaine. Cette mobilisation peut mettre le feu aux poudres et ouvrir les perspectives d'une résistance unie. Lors des dernières mobilisations contre les rythmes scolaires et contre la refonte de l'éducation prioritaire, les personnels et les parents d'élèves en ont fait l'expérience et ont imposé l'unité syndicale là où ils étaient mobilisés.

Éducation

bénéficiaient du classement ZEP ou ÉCLAIR.

Par ailleurs, cette rentrée se fera sous le signe de l'annualisation du temps de travail des enseignants. Le décret 50 ayant été abrogé, les chefs d'établissement auront la possibilité d'imposer aux enseignants des tâches supplémentaires à leurs heures statutaires d'enseignements devant les élèves.

La réforme du collège au cœur de la mobilisation

Comme nous le disions dans l'Internationaliste n° 154, la réforme des collèges, intitulée « mieux apprendre pour mieux réussir », est une attaque centrale

contre l'enseignement public. Les collèges seraient soumis à une entière autonomie tant financière que pédagogique. Nous ne devons pas oublier le contexte dans lequel se fait cette contre-réforme qui aurait pour but « de résorber les inégalités scolaires et sociales ». D'une part, l'austérité budgétaire, c'est-à-dire un désengagement financier de l'état sans précédent des services publics se poursuit. D'autre part, l'objectif a été réaffirmé, il s'agit de « mieux répondre aux objectifs du classement Pisa », cela signifie mieux répondre aux exigences des marchés financiers, de l'OCDE et de l'OMC.

Cela explique la détermination du gouvernement à faire passer cette contre-

L'heure est grave. Dès le 17 septembre, il faut nous mobiliser et organiser rapidement des assemblées générales dans nos écoles, nos collèges et nos lycées, dans la plus large unité d'action contre la réforme des collèges.

(1) Loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République adoptée en juin 2013 par le Parlement. Vincent Peillon alors ministre de l'Éducation Nationale décline au secteur de l'enseignement l'Acte III de la décentralisation dans le 1er et le 2e degré. En annexe, il met en œuvre la réforme des rythmes scolaires, qui sera alors expérimentée dans 4000 communes de France, et sera généralisée à toutes les communes lors de la rentrée suivante, en septembre 2014.



Grèce : il y a une alternative !

Par Jean-Louis

Dans le numéro d'août 2015 du Monde diplomatique, l'ex-Ministre des finances de la Grèce, M. Y. Varoufakis, livre un récit de ses tribulations dans les institutions européennes intitulé « Leur seul objectif était de nous humilier ». D'une certaine façon ce récit confirme, si besoin était, l'analyse et l'orientation défendue par le GSI : celle de la nécessaire mobilisation pour l'annulation de la dette et de l'abrogation des traités européens.

Partant du constat selon lequel la Grèce est en cessation de paiement en 2010, Varoufakis nous explique que les institutions internationales au premier rang desquelles la BCE « font comme si » la Grèce demeurerait solvable. Rappelons que

Grèce

les États de l'UE ont racheté la dette publique grecque aux banquiers privés qui sont sortis indemnes de cette aventure.

« Faire comme si », consiste à continuer à prêter, dans une sorte de fuite en avant, de façon à ne pas avoir à entériner des pertes pour les créanciers de la Grèce, au premier rang desquels on trouve les impérialismes allemand et français, quitte à aggraver ces pertes.

En conséquence, la situation économique et sociale de la Grèce n'a cessé de se dégrader, les travailleurs, la jeunesse, les retraités étant frappés par une brutale régression ; le fardeau de la dette s'est alourdi « mécaniquement » ; et cet alourdissement a, du point de vue de la Commission Européenne, « légitimé » le durcissement de sa politique vis-à-vis de la Grèce : c'est un cercle vicieux.

Varoufakis nous livre ensuite la clé de la stratégie de Syriza : « Notre mandat était clair : en finir avec la stratégie du « comme si » et avec l'austérité qui l'accompagne, un cocktail qui avait déjà fait mordre la poussière au secteur privé grec ; démontrer que l'on pouvait opérer les réformes profondes dont le pays avait

besoin avec l'assentiment populaire » (nous soulignons – NdR).

Il est encore plus clair quand il affirme que « Notre gouvernement sera un partenaire digne de confiance (...) », le 11 février 2015, lors de la première réunion de



l'Eurogroupe à laquelle il participe, présentant ses axes de la renégociation du memorandum signé par le précédent gouvernement grec.

Naïf, Y. Varoufakis ? Certainement pas. Surtout que les « exigences » du gouvernement Tsipras trouvaient un certain écho au Fonds monétaire international (FMI), ce dernier étant favorable à une restructuration de la dette grecque – pour des raisons qui tiennent cependant aux intérêts bien pesés du principal actionnaire de l'institution, l'impérialisme étasunien.

Pourtant, les organes de l'UE, la Commission, le Conseil et la BCE se sont montrés intraitable face au modeste et humble Varoufakis. Pourquoi ? Parce que l'Union Européenne, taillée sur mesure pour correspondre aux intérêts de la haute finance, ne pouvait accepter de créer un précédent en acceptant de renégocier un traité ou un memorandum, sauf à frapper encore plus durement les travailleurs, la jeunesse, les couches populaires de toute l'Union Européenne.

C'est la première raison. La seconde, c'est que des contre-réformes très brutales ont été imposées aux États membres de l'UE, au prétexte de la dette et de la « nécessité » de réduire les déficits publics. Pour l'UE accepter de rediscuter

avec le gouvernement grec, c'était courir le risque d'une « contagion » dans toute l'Europe.

Des mobilisations se seraient inévitablement produites pour exiger des gouvernements en place et des institutions européennes une remise en cause de l'austérité et de la régression. En conséquence, les gouvernements des pays qui ont imposé des mesures très brutales à leur population, comme ceux des pays baltes ou d'Europe centrale, ont été les plus intransigeants sur ce point.

Les gouvernements français et allemand, membres de la « zone euro », se sont partagés les rôles : au représentant de l'impérialisme français, M. Sapin, celui du « gentil flic », au représentant de l'impérialisme allemand, W. Schäuble, celui du « méchant flic ». Un représentant d'autant plus à l'aise dans ce rôle que c'est sa conception qui l'emporte au sein du Conseil européen et que le dépeçage de la Grèce profite surtout aux capitalistes allemands.

En fin de compte, tous voulaient faire admettre au gouvernement Tsipras et au peuple grec qu'il n'y a pas d'alternative au « memorandum ». À l'issue du référendum de juillet, A. Tsipras a accepté l'oukase de Bruxelles et de Francfort alors que les Grecs, eux, dans leur écrasante majorité, avaient rejeté le programme de contre-réformes voulu par la haute finance et, bien entendu, les capitalistes grecs.

Quand W. Schäuble déclare au Conseil des ministres des finances européens que « on ne peut pas laisser des élections changer quoi que ce soit » et que le président de l'Eurogroupe, J. Dijsselbloem fait répondre à une demande de Varoufakis que « l'Eurogroupe n'a pas d'existence légale. Il s'agit d'un groupe informel et, en conséquence aucune loi écrite ne limite l'action de son président », on a un résumé de ce que sont l'UE et ses institutions : une construction toute entière vouée à la

défense des intérêts capitalistes.

En toute logique, l'UE exige que tout gouvernement approuve, sans réserve aucune, l'ensemble des exigences capitalistes. C'est bien pourquoi, bien que le gouvernement Tsipras ait, depuis le début, montré qu'il acceptait les fondamentaux de cette conception, l'UE a voulu qu'il ravale ses « nuances » en l'amenant à capituler en rase campagne.

Cette brillante démonstration de Varoufakis confirme donc, si besoin était, que rien ne peut être tenté par quelque gouvernement que ce soit s'il n'est pas déterminé à s'appuyer sur la mobilisation permanente des masses pour en finir avec le capitalisme. A fortiori, rien ne peut être obtenu par un gouvernement soi-disant de

« gauche radicale » qui se fait élire sur un programme tout en admettant les principes de ses « adversaires » et qui annonce qu'il va « jouer le jeu ».

Nous avons vu, en Grèce, à quoi mène le néo-réformisme porté par A. Tsipras et d'autres en Europe : à la trahison des intérêts des travailleurs et de la jeunesse.

Sans l'exigence de l'annulation de la dette, sans le combat pour l'abrogation des traités européens, à commencer par celui de Maastricht, sans la bataille pour la nationalisation des grands moyens de production et d'échange sous contrôle ouvrier, toute politique d'un gouvernement qui prétend, même mollement, défendre les travailleurs et les jeunes est vouée à l'échec. Elle se heurtera à la capacité des

capitalistes à empêcher, à saboter, tout ce qui ne va pas strictement dans le sens de leurs intérêts exclusifs.

La Première guerre mondiale a fait la démonstration que, désormais, il n'y a plus de place pour des réformes et que l'époque est mure pour la révolution socialiste. Le prolétariat d'Europe doit retenir la leçon de la Grèce : seule la détermination à en finir avec l'UE et ses traités dans, la perspective des États-Unis socialistes d'Europe, peut fournir une perspective digne de ce nom, une alternative pour les travailleurs grecs et pour tous les travailleurs d'Europe.

La démission de Tsipras est une manœuvre pour renforcer l'accord avec la Troïka

Pour un bloc unitaire de la gauche et des travailleurs pour défaire le nouveau mémorandum

Par l'Unité Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (UIT-QI)

Le 20 août, Alexis Tsipras a démissionné de son poste de Premier ministre de Grèce, dans le but d'organiser de nouvelles élections législatives à la mi-septembre. Il s'agit d'une manœuvre pour dépasser la crise politique dans laquelle se trouve Syriza depuis sa capitulation devant la Troïka (FMI, Union Européenne – UE – et Banque Centrale Européenne – BCE).

Le 5 juillet, le peuple grec avait dit NON à un nouveau mémorandum avec la Troïka à l'occasion du référendum organisé par Tsipras. Juste après le vote, Tsipras et son gouvernement ont refusé de reconnaître le résultat. Ils ont dit OUI à la Troïka et ont conclu un nouveau mémorandum qui signifie une austérité encore plus dure que les plans d'ajustement précédents. C'est une trahison en un temps record.



L'accord conclu par Tsipras a déclenché une grave crise au sein de Syriza. Lors d'un vote interne, la majorité du comité central de l'organisation s'est prononcée contre l'accord, ce qui s'est traduit par le rejet de l'accord par 40 députés de l'aile gauche de Syriza au parlement. Dans ce contexte, Tsipras a dû conclure un accord avec les députés des partis patronaux et conservateurs comme Nouvelle Démocratie et autres pour s'assurer la majorité parlementaire.

Le 15 juillet, la Confédération syndicale des fonctionnaires et des enseignants (Adedy) a appelé à une journée de grève générale et à une manifestation pour soutenir les secteurs de gauche qui avaient rejeté l'accord avec les partis patronaux et la politique du gouvernement. Le début de l'été en Europe et l'incrédulité initiale des masses ont empêché que les manifestations soient plus massives.

Mais la fin de l'été et les premiers effets du nouveau plan d'ajustement feront que les manifestations vont s'amplifier en septembre. C'est pour cette raison que Tsipras prend l'initiative en mettant en place une manœuvre électorale qui a pour but d'unifier Syriza et son gouvernement. Il a l'intention d'obtenir la majorité parlementaire, en éloignant l'aile gauche de son parti, et de réaffirmer sa légitimité

avant que les protestations sociales ne s'amplifient.

Le nouveau mémorandum est un violent ajustement contre le peuple

Le nouvel accord de Tsipras, appelé "troisième plan d'aide", est un plan d'ajustement pire que les précédents pour les travailleurs. Avec le prétexte qu'il "n'y avait pas d'autre solution" et qu'il s'agit "d'un ajustement socialement équilibré", Tsipras et son gouvernement ont conclu un accord qui implique une nouvelle baisse des pensions de retraite, une dérégulation du code du travail et de nouvelles privatisations honteuses, comme celle prévue pour les 14 aéroports touristiques qui devraient être cédés à l'entreprise allemande Fraport.

Jamais l'échec total des projets politiques du centre-gauche n'a été aussi évident. Ces courants politiques assurent qu'en concluant des accords avec les secteurs bourgeois et en négociant avec le FMI et l'impérialisme, ils vont trouver une issue à la crise sociale provoquée par le système capitaliste et ses plans d'ajustement. Ils répètent l'échec qui se vit déjà en Amérique Latine avec des gouvernements pro-patronaux, de conciliation de classes, tels qu'il en existe au Venezuela, en Bolivie ou au Brésil, et qui, avec des discours de "gauche", finissent par passer des accords avec les multinationales, les grands capitalistes et gouverner contre le peuple. Le gouvernement Syriza emprunte à son tour ce chemin, de manière accélérée, passant des accords avec tous les partis patronaux grecs et avec la Troïka. Six mois après sa victoire, il démissionne pour se maintenir au pouvoir.

La manœuvre de la démission est tellement évidente que la plupart des porte-paroles de l'impérialisme et de la finance soutiennent l'organisation de nouvelles

élections afin que Tsipras soit à nouveau élu. Face au rejet grandissant des vieux partis et des dirigeants patronaux grecs, la Troïka parie sur Syriza et Tsipras pour que ces derniers poursuivent l'ajustement et le saccage de la Grèce.

Le président de l'Eurogroupe, le néerlandais Jeroen Dijsselbloem, a déclaré qu'il espérait que "les élections traduisent un soutien encore plus clair – au plan d'aide – au parlement grec." Thomas Wieder, l'Allemand qui dirige les directeurs des trésors européens a déclaré qu'il s'agissait "d'une étape attendue et pour beaucoup une étape souhaitée pour avoir une structure plus claire au sein du gouvernement grec." (Clarín, Argentine, 21/08/15). Il est impossible d'être plus clair.

Pour la rupture avec l'UE, la Troïka et pour le non paiement de la dette. NON au mémorandum.

Pour un bloc de lutte de toute la gauche et des travailleurs

Une nouvelle période s'ouvre en Grèce pour les travailleurs, la jeunesse et la gauche. Tsipras a approuvé le mémorandum en accord avec la droite. Il est même probable que Syriza puisse gagner les élections en raison de la confusion régnante et en raison du chantage selon lequel « il serait pire que les gouvernements de droite reviennent au pouvoir ». Il faut défaire le nouveau mémorandum conclu par Tsipras et la Troïka par la mobilisation ouvrière, de la jeunesse et populaire. Pour ouvrir ce chemin, il faut préparer une nouvelle alternative politique qui appelle à la mobilisation. Il faut l'unité, un bloc de toute la gauche et des syndicats qui ont dit NON au mémorandum et à l'ajustement.

La gauche de Syriza a annoncé la rupture avec ce parti et la formation de l'Unité Populaire, composée par 24 députés jusqu'à membres de Syriza et qui se définit comme un front qui regroupera la gauche « contre le nouveau mémorandum, contre l'austérité et

contre la mise sous tutelle du pays ».

Parmi les propositions que formule cette organisation, on trouve le rejet des privatisations et la nationalisation sous contrôle des secteurs stratégiques de l'économie, en commençant par le secteur bancaire, ainsi que la sortie de la zone euro et de l'OTAN (alliance militaire impérialiste) et la rupture des accords militaires avec Israël. Son appel est électoral mais cette formation affirme également qu'il s'agit « de mobiliser toutes les forces sociales qui veulent lutter contre l'austérité et les mémorandums ». Cette rupture est un pas positif.

Au-delà des différences politiques que nous pouvons avoir avec ces courants ou de celles que peuvent avoir d'autres courants qui se revendiquent socialistes révolutionnaires, il faut appeler à ce que cette unité se concrétise. Ce qui est urgent, c'est un bloc ou un front unitaire de gauche, électoral et sur le terrain de la mobilisation. C'est-à-dire un bloc unitaire qui profite des élections pour présenter une position unique qui regroupe la gauche et les secteurs combatifs du mouvement syndical et populaire pour préparer la mobilisation ; un bloc ou un front qui regroupe l'Unité Populaire avec les secteurs de gauche en dehors de Syriza, comme Antarsya, l'OKDE et les secteurs syndicaux et populaires qui se sont prononcés pour le NON et qui rejettent cette trahison.

Cela permettra de commencer un plan de mobilisation nationale et d'imposer un plan d'urgence ouvrier et populaire qui rompe avec cet accord, qui suspende totalement le paiement de la dette, qui rompe avec l'UE et l'Euro, qui nationalise les banques sous contrôle des travailleurs, entre autres mesures, appelant à la solidarité internationale avec ces mesures de rupture. Dans la lutte pour un nouveau gouvernement, un gouvernement des travailleurs et du peuple. Les travailleurs peuvent ouvrir un nouveau chemin en Grèce, un chemin de souveraineté contre l'impérialisme et sa politique coloniale.

Le 24 août 2015



Les grecs fêtent la victoire du NON au référendum du 5 juillet 2015

Élections en Argentine

Le 9 août dernier, en Argentine, les primaires obligatoires (PASO) pour désigner les candidats aux élections présidentielles et législatives d'octobre ont été organisées. Ce scrutin, encadré par la lutte des classes et par l'aggravation de la crise a été marqué par une abstention en hausse et par une baisse des résultats des candidats du système. Le Front pour la Victoire (Scioli), soutenu par C. Kirchner, perd 2 millions de voix par rapport à 2011.

Le Front de Gauche et des Travailleurs, (FIT en espagnol) qui regroupe les trois principales organisations trotskystes du pays, a obtenu 200 000 voix de plus qu'en 2011. Izquierda Socialista (IS – section Argentine de l'Unité Internationale des Travailleurs), une des trois principales composantes du FIT, appelle à mener une campagne unitaire pour les élections d'octobre. Nous reproduisons ici partiellement un article de Juan Carlos Giordano, candidat d'IS pour le poste de vice-président aux PASO.

La vote utile c'est le vote pour le Front de Gauche et des Travailleurs

Le FIT vient de réaliser de très bons résultats lors des PASO, obtenant 726 000 voix et dépassant largement le seuil éliminatoire pour se présenter aux élections d'octobre.

Désormais, le FIT se prépare à dépasser ce chiffre lors des élections d'octobre, en se renforçant comme alternative politique face aux candidats de l'austérité, pour soutenir les luttes, le syndicalisme combatif et pour gagner de nouveaux élus qu'il continuera à mettre au service des exigences ouvrières et populaires.

Soutenons la candidature de Del Caño à la présidence de la république, celle de Pitrola-Sobrero à Buenos Aires, celle de Liliana Olivero à Córdoba et toutes les autres candidatures à travers le pays !

Les candidats de la bourgeoisie Scioli et Macri essaient de jouer la carte de la polarisation pour les élections présidentielles d'octobre.

Ils n'y sont pas arrivés lors des primaires obligatoires. Scioli n'a pas pu capter toutes les voix « contre la droite » de Macri et ce dernier n'est pas arrivé à canaliser la colère contre le gouvernement et à la transformer en « vote sanction » en faveur du PRO (parti traditionnel de la bourgeoisie), obtenant seulement 30 %.



L'issue pour le gouvernement qui l'emportera, qu'il s'agisse de Scioli ou de Macri, est claire : faire payer la crise aux travailleurs, pour sauver les profits des entreprises. C'est cela qu'il faut rejeter et c'est à cela qu'il faut résister dès maintenant.

Changeons pour le Front de Gauche et des Travailleurs !

Heureusement, en Argentine il existe l'unité de la gauche que nous avons conquise au sein du FIT pour affronter ces candidats patronaux. Le FIT s'est consolidé comme force de gauche du pays. Nous avons obtenu de très bons résultats, meilleurs que ceux de 2011 et nous chercherons à progresser encore lors des élections d'octobre. Cette progression entre les PASO et les élections générales s'observe à chaque scrutin.

Lors des primaires obligatoires le FIT présentait deux listes : Altamira-Giordano pour PO-IS et Del Caño – Bregman pour le PTS. C'est cette dernière formule qui l'

a emporté et qui représentera le FIT aux élections présidentielles d'octobre.

Pitrola pour le PO et notre camarade « Pollo » Sobrero représenteront le FIT pour les élections au poste de gouverneur de la province de Buenos Aires.

Nous appelons à mener une campagne unitaire de tout le FIT pour défendre toutes les propositions essentielles qui font partie de son programme de fondation, en soutenant les luttes et le syndicalisme combatif, pour renforcer l'alternative politique des travailleurs et l'unité de la gauche.

Voter pour le FIT, c'est renforcer l'opposition des travailleurs contre les plans d'ajustement structurel à venir. C'est « utile » pour lutter pour les salaires, pour soutenir de nouveaux dirigeants syndicaux dans les usines et sur les autres lieux de travail.

C'est « utile » contre la bureaucratie syndicale qui boycotte les luttes. C'est « utile » pour défendre les mesures de base qui font partie du programme du FIT.

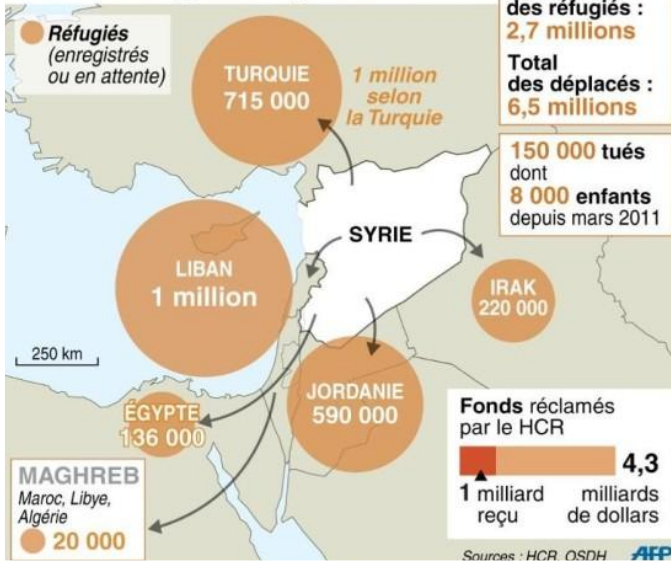
Il faut donner la bataille pour remporter de nouveaux sièges, pour que la voix des travailleurs, de la jeunesse et de ceux qui luttent soit mieux représentée aussi bien au Congrès National, que dans les pouvoirs provinciaux.

Maintenant il faut se battre pour que Liliana Olivero soit députée nationale à Córdoba, pour Pitrola et Schlotthauer à Buenos Aires, pour Solano et Marrone dans la capitale et Barbeito à Mendoza. Sachant que les mandats sont rotatifs entre les trois partis qui composent le FIT, nous pensons que les élus doivent faire partie du groupe unique des élus du FIT.

Argentine



Les réfugiés syriens



Visitez, aimez et partagez la page Facebook du GSI :



Groupe Socialiste Internationaliste - Unité Internationale des Travailleurs

<http://www.gsi-qi.org>

Sommaire du n° 156



- Édito - p.2-3
- Lettre du GSI à l'UIT - p.2-3
- Revue de presse sociale - p.3-4
- Jeunesse :
 - Pour Mandon, la solution c'est plus de privatisation - p.5
 - Syrie : les étudiants n'oublient pas Ghouta - p.6
- Education :
 - Une rentrée sous le signe de la mobilisation - p.6-7
- Internationale :
 - Grèce : il y a une alternative - p.8-9
 - La démission de Tsipras est une manoeuvre pour renforcer la Troïka - p.9-10
 - Élections en Argentine- p.11